

1936

Travail  
Conscience 1936

1936

Musulmans du monde entier,  
EL OUMA vous dit :

### Aïdkoum Malrouk

# EL OUMA

Organe National de Défense  
des Intérêts des Musulmans Algériens.  
Marocains et Tunisiens

جريدة وطنية سياسية للدفاع عن حقوق  
مسلمين أفريقيا الشمالية



Adresser toute correspondance à

Si DJILANI

1 Rue Basse-des-Carmes — PARIS (5<sup>e</sup>)

Directeur Politique : MESSALI HADJ

#### ABONNEMENTS

Afrique du Nord et France. 10 francs par an  
Autres pays. . . . . 20 francs —

## Chassé de son pays par l'impérialisme, notre frère Acherchour a été assassiné par le fascisme arrogant en France.

Ses compatriotes, au nom de l'ÉTOILE NORD-AFRICAINE,  
étaient 40.000 derrière son cercueil.

Notre frère Tahar Acherchour avait quitté notre pays pour venir en France trouver du travail pour assurer son existence et celle de sa femme et de ses enfants. Il a quitté son pays natal, la montagne et la Dechra avec beaucoup de regrets. C'est avec un serrement au cœur et la souffrance qu'il s'est séparé des siens. Il croyait un jour embrasser son pays pour partager la joie des siens qu'il aimait tant, et se réjouir d'apporter quelque gâté et quelque plaisir paternel à ce foyer pour lequel il avait avalé l'amertume de l'exil. Il y est, hélas, retourné glacé dans un cercueil, et ses enfants ne le reverront plus.

Destinée cruelle, et combien c'est pénible et angoissant de penser que notre frère n'a pu, avant la mort, au moins embrasser sa mère ou ses enfants, car il lui a certainement recherché autour de lui. Le cas de Acherchour n'est malheureusement pas le seul, car je pense à tous nos frères travailleurs qui meurent aussi loin de leur pays et loin des leurs. Chassé de son pays par l'impérialisme, Acherchour a été assassiné par le fascisme. Pourquoi donc a-t-il quitté son pays ? Pourquoi donc s'est-il séparé de sa famille ? C'est parce que, chez lui même, il ne pouvait y vivre, y travailler et s'exprimer. C'est bien le Code infâme de l'Indigénat, les lois et les mesures d'exception, ainsi que l'exploitation et l'expropriation qui l'ont obligé à s'expatrier et à fuir cet enfer du colonialisme.

L'usure qui a ruiné notre pays, la terreur du caïd, la bastonnade de l'administrateur, les salaires de famine, les journées de 16 heures de travail, la misère permanente, la haine du colon et le racisme ont obligé non seulement Acherchour à venir mourir en France par les balles d'un fasciste, mais cette situation particulièrement tragique a mis dans l'obligation près de 300.000 Nord-Africains à quitter le pays. En effet, la fortune totale de l'Algérie se trouve pour 67 % entre les mains de 800.000 Européens, et 33 % restent aux 7 millions d'Arabes. Et cette situation tend tous les jours à s'aggraver, et si des remèdes énergiques, des réformes sérieuses ne sont pas prises, le Gouvernement se trouvera devant une situation particulièrement grave.

Il ne faut pas perdre de vue que, depuis l'avènement du gouvernement de Front Populaire, le coût de la vie a doublé en Algérie, et c'est là un champ d'action au fascisme qui n'a pas manqué de jeter la responsabilité de la cherté de vie sur le Front Popu-

laire. Nous ne saurons trop insister et trop répéter au peuple français que le fascisme travaille par tous les moyens, exploite toute situation pour créer des ennuis au Front Populaire.

Tahar Acherchour est tombé criblé de balles à son poste de travail et de combat. Il a arrosé de son sang précieux le sol de l'usine, de ce bague industriel où il travaillait à côté de ses frères de lutte et de misère. Le sang qui a coulé dans cette usine de Clichy, doit sceller l'entente et l'amitié du peuple de France et de celui de l'Afrique du Nord. Cette amitié et cette entente doivent se traduire par une nouvelle ère de compréhension de nos intérêts communs, par la réalisation de nos revendications immédiates et l'abrogation de toutes les spécialités et mesures d'exception.

Les 160.000 Français et Français qui étaient venus accompagner Acherchour jusqu'à la gare de Lyon savent aujourd'hui que 18 millions de Musulmans Nord-Africains leur tendent fraternellement la main et les appellent au secours pour les libérer des

chaînes qui les étouffent. A la gare de Lyon, devant plus de 50.000 hommes, lors de mon allocution devant la députation mortelle de mon compatriote Acherchour, j'ai rappelé ce qui est dit ci-dessus, et je voudrais y insister en ajoutant que la politique d'assimilation ne peut se faire, elle est condamnée par la raison, par la justice et par l'histoire. La seule solution du problème est l'émancipation totale de l'Afrique du Nord, et nous disons franchement que nous désirons et nous souhaitons voir se réaliser cette émancipation par la force effective de la France, en considération des intérêts communs des deux grands pays. Musulmans nord-africains, la seule façon de venger notre frère est de nous unir, de nous grouper au sein de notre organisation nationale pour la réalisation de notre cahier de revendications immédiates et pour l'émancipation. Ainsi, nous nous nous place dans notre pays et nous pourrions apporter à nos enfants le bien-être, en vivant avec eux et en mourant près d'eux.

MESSALI HADJ.

Quand il n'y en a plus, il y en a encore!

## Messali Hadj est de nouveau inculpé en vertu du décret Régnier

C'est incroyable, on croirait rêver, mais, cependant, c'est la vérité. Cela ne nous aurait pas étonnés si c'était MM. Laval ou Doumergue qui étaient au pouvoir, mais quand c'est un Gouvernement du Front Populaire qui est au pouvoir, on est en droit, non seulement de s'étonner, mais de constater que l'impérialisme et le fascisme restent maîtres en Algérie.

L'inculpation de Messali est très significative, elle est la preuve nette que l'Étoile Nord-Africaine et son Président restent la bête noire de ce colonialisme arrogant que le souffle républicain du Front Populaire n'a nullement inquiété. Au fond, que reproche-t-on à notre Président ? Eh bien, quand on veut tuer son chien, on dit qu'il est enragé. On prétend que Messali a, dans un meeting tenu le 5 novembre à Tlemcen, tenu des propos qui portent atteinte à l'autorité et à la souveraineté françaises. En outre, il aurait, par son discours, provoqué des désordres et incité les Arabes à résister passivement et activement aux lois, aux ordres de l'autorité publique, de même, il aurait dit que l'indépendance ne se donnait pas, mais qu'elle s'arrachait, ainsi que de descendre dans la rue pour la préparation du grand soir. C'est comme je vous le dit !...

Pour ceux qui ont suivi les autres inculpations de Messali, ils s'apercevront que c'est bien le Romain Guennancia-Godin qui recommence à Tlemcen. Les termes de l'inculpation sont bien choisis et ils ressemblent à peu près à ceux du mouchard Guennancia. Tout cela ne tient pas debout et ne peut résister à aucun examen sérieux, car l'inculpation est montée de toutes pièces. Il faut signaler cependant que notre ami est l'objet d'attaques violentes par la presse colonialiste de France et d'Algérie.

C'est avec acharnement que les ennemis de notre émancipation mènent tout un tintamarre contre notre Président que ces Messieurs voudraient le réduire au silence en lui infligeant des années de prison parce qu'il a commis le crime d'organiser ses frères et d'avoir demandé pour eux un régime autre que celui qui fait d'eux des esclaves. L'Echo de Paris, La Liberté, Le Figaro, et combien d'autres quotidiens haineux et arabophobes répètent des colonnes de mensonges et des âneries qui déshonorent

leurs auteurs. On voudrait terrasser cet homme et détruire l'Étoile qui lutte pour la liberté et l'émancipation de l'Afrique du Nord.

Le fascisme, l'impérialisme ne sont



MESSALI HADJ

nullement inquiétés dans leur besogne, ils travaillent au vu et au su de tous contre le peuple algérien et contre le Gouvernement du Front Populaire. L'abbé Lambert, qui déclare pouvoir, avec un coup de téléphone, mobiliser cent mille hommes, les mitraillettes, les revolvers, tout l'armement qui a été découvert au service du nettoiement d'Oran, ne sont pas des matières à inculpation pour les administrations algériennes.

Si on voulait arrêter tous ceux qui travaillent contre le Front Populaire, ceux qui cherchent à provoquer des luttes racistes et des tueries, il n'y aurait pas assez de prisons pour contenir tous les fascistes.

Messali Hadj, qui a déjà subi plusieurs fausses inculpations avec cour-

## L'Étoile Nord-Africaine et l'Association des Oulamas

### Mise au point

Evidemment, cette mise au point ne devrait pas se faire, car tout le monde sait, et depuis longtemps, que l'Étoile Nord-Africaine est en bon rapport avec les Oulamas, mais, comme il y a des gens qui prennent plaisir à brouiller les cartes et à jeter le trouble dans l'opinion publique, il importe d'apporter quelques précisions pour couper court aux intrigues et déjouer la provocation.

L'Étoile Nord-Africaine, sans connaître l'Association des Oulamas, a pris sa défense en tous temps et en toutes circonstances. En 1934, lorsque Cheik El Okbi s'est vu refuser l'accès des mosquées pour faire ses conférences religieuses, de même lorsque la Commission Interministérielle des affaires islamiques intriguait contre la langue arabe et l'Islam, et par la fameuse circulaire Michel, à cette époque un meeting monstre organisé par nous et qui avait groupé plus de 7.000 hommes, avait été tenu pour protester contre l'interdiction faite à Cheik El Okbi de faire ses conférences dans la mosquée.

Ce meeting, qui avait été injustement interdit, avait été, malgré tout, et ce qui a fait que les dirigeants de l'Étoile ont été poursuivis et condamnés à des années de prison et des milliers de francs d'amendes. Ce jour-là même, des membres de l'Association des Oulamas ont été consacrés pour la défense des Oulamas, de la langue arabe et de l'Islam. Dans des centaines de réunions et de meetings, cette question a été portée devant nos frères. Ces ordres du jour nombreux furent votés et envoyés au Gouvernement. Toute notre propagande était animée de ce sentiment d'union et de solidarité.

Depuis dix ans, et le jour de la fondation de l'Étoile, nous avons, en premier lieu, porté dans notre programme politique des revendications religieuses, pour lesquelles nous n'avons jamais cessé de lutter. Par conséquent, nous n'avons rien à nous reprocher et personne n'a le droit de rien nous reprocher, ni nous donner des leçons dans ce domaine.

Lorsque, au mois de juillet dernier, la délégation du Congrès Musulman Algérien est venue à Paris, elle a été saluée par la délégation de l'Étoile Nord-Africaine et d'autres visites furent faites aux Oulamas en particulier au Grand Hôtel. Dans la journée du 8 août, alors que la Place du Gouvernement était occupée militairement, les militants de l'Étoile étaient sur place pour faire l'ordre et appeler les Arabes au calme et au sang-froid, des tracts furent tirés pour protester contre l'arrestation de Cheik El Okbi, et contre la fermeture du Cercle du Progrès, duquel nous sommes chassés maintenant. Notre ami Messali Hadj, qui habitait dans le même hôtel que les Cheiks Benbadis, El Brahimi et Kheiridine, était alors plus d'une fois leur apporter sa solidarité et ses offres de service.

Lorsque notre président avait appris le retour de Cheik Ben Badis à Paris, il nous télégraphiait de nous mettre à la disposition de Ben Badis et de lui faciliter la tâche. Nous avons également tenu un meeting à Paris

et dignité, saura répondre, et surtout, il défendra la cause de notre pays. Nous témoignons à notre ami notre amitié fraternelle, notre solidarité et notre confiance. Nous remercions ceux de nos frères qui ont déjà témoigné leurs marques de sympathie à notre Président, et, en particulier, les grands lutteurs de la section de Lyon qui ont déjà tenu un grand meeting pour protester contre cette nouvelle inculpation.

Que l'on ne se trompe pas, ce n'est pas l'inculpation, l'arrestation de Messali, qui peuvent arrêter notre marche en avant pour nos libertés, car c'est tout un peuple qui veut vivre libre, et qui veut briser ses chaînes, qui est décidé à ce que ça change. C'est la volonté du peuple qui s'exprime, elle doit être écoutée et respectée.

Vive Messali, Vive l'Étoile, Vive nos libertés et Vive notre émancipation.  
LE COMITÉ DE RÉDACTION.

pour la libération de El Okbi. Une édition spéciale avec photographie d'El Okbi a été tirée pour défendre El Okbi et les Oulamas. Egalement quand Cheik El Okbi a été libéré, une délégation de l'Étoile Nord-Africaine de la section d'Alger, composée de Moufidi Zakaria, de Messali et d'autres, a été en taxi au domicile de El Okbi pour lui présenter ses félicitations.

Aussi, nous n'avons jamais rien dit pour ce qui est du domaine religieux, c'est-à-dire l'enseignement de la langue, l'enseignement du véritable Islam, au contraire, nous nous sommes toujours réjouis de cette rénovation indispensable à notre pays. Il est donc clair comme le jour que nous n'avons jamais failli à notre devoir dans ce domaine purement religieux, et, quant à la politique, nous ne sommes pas du tout comme Ben Djelloul qui voudrait empêcher les Oulamas de faire de la politique, nous disons, nous, que les Oulamas sont libres de faire de la politique, c'est leur droit et nous disons même c'est leur devoir, mais à la seule condition de nous permettre le droit de dire ce que nous pensons et de formuler les critiques qui s'imposent.

Ainsi, au meeting du 2 août, au stade municipal d'Alger, Cheik El Okbi a combattu le discours du président Messali; il est libre, El Okbi, de nous combattre, mais, aussi, nous sommes libres de répondre, c'est bien notre droit. Ni Ben Badis, ni El Brahimi n'ont soufflé mot sur l'énergique discours de Messali et Messali n'a, lui aussi, rien dit de ces deux honorables Oulamas.

Au cours du banquet de clôture du Congrès des Oulamas, la parole a été refusée systématiquement à Messali pour répondre aux paroles provocantes et répugnantes à l'égard de l'Étoile par le renégat Chekiken, naturalisé et décoré de la Légion d'Honneur, serviteur zélé du colonialisme. Tous ceux qui ont assisté à ce banquet, et Cheik Ben Badis en particulier, ont été mécontents de cette injustice commise à l'égard de notre ami Messali. Un fait qui doit être signalé, c'est que Cheik El Okbi, dans son discours a remercié en les nommant tous, les partis qui ont pris sa défense sans rien dire de l'Étoile.

(Lire la suite en 2<sup>e</sup> page)

## Position symptomatique et hommage précieux

On ne s'étonnera point qu'un moment où, contre notre vaillante Étoile, s'acharne la haine aveugle des ennemis du peuple algérien, nous éprouvions une légitime fierté à relever un témoignage de sympathie sur notre action politique.

Dans son numéro du 10 novembre 1936, La Flèche, organe du Front Social qui préside Bergery, condamne avec force arguments la politique d'assimilation en Algérie, dit-elle, des Français et de certains indigènes. Parlant de l'Étoile, La Flèche écrit notamment ceci :

« An risque de faire hurler les Français et indigènes qui se nourrissent d'illusions on qui jouent à cache-cache avec la vérité, je prétends aussi que seul M. Messali, de l'Étoile Nord-Africaine, dit la pensée profonde de tous les Musulmans et que lui seul transpose sur le plan des réalités les aspirations confuses d'un peuple auquel il appartient et qu'il connaît. »

« Si je dis que je comprends M. Messali, j'aimerais que l'on ne me fasse point dire que je l'approuve; ce qu'il peut y avoir de commun entre la pensée de l'Étoile Nord-Africaine et la mienne réside dans le fait que cette organisation franchement « nationaliste » rejette le principe de l'assimilation. »

L'Étoile ne prétend nullement tirer vanité de cet hommage à la clairvoyance et à la franchise avec lesquelles elle a toujours soutenu les aspirations du peuple algérien. Notre noble idéal

## Mort de Roger Salengro

Un défenseur de l'Algérie, un de ces très rares Français imbus d'un idéal qui exclut tout préjugé de race, tout chauvinisme national, est tombé victime des calomnies d'une coalition de gens sans scrupules et se prétendant pourtant les héritiers de ces nobles traditions qui ont fait la grandeur de la France. Nous les laisserons au mépris de leurs compatriotes et de tous les honnêtes gens. Bornons-nous à pleurer la perte cruelle de ce sincère défenseur de l'Afrique du Nord et de l'Étoile Nord-Africaine. Notre président, à son retour d'exil de Genève, aurait été arrêté et incarcéré, sans l'intervention de Roger Salengro. Roger Salengro a rencontré des résistances pour supprimer totalement la police nord-africaine de la rue Leconte, mais il a déplacé son ancien chef et il a donné des ordres pour qu'on « laisse en paix les Nord-Africains ».

En hommage à ce noble cœur, vite ravi, hélas, l'Étoile Nord-Africaine s'est faite représenter aux obsèques par son président lui-même, Messali Hadj, qui s'est incliné sur sa tombe, a présenté nos condoléances à sa famille. Une lettre de condoléances a été envoyée au Parti Socialiste dont Roger Salengro était un ardent militant.

## Condoléances au Parti S.F.I.O.

ÉTOILE NORD-AFRICAINE,  
8, rue de la Montagne,  
Paris (5<sup>e</sup>)

Paris, le 20 novembre 1936.

Parti Socialiste S.F.I.O.,  
3, rue Jean Jaurès, Paris

Chers Camarades,

A l'occasion de la douloureuse mort du citoyen Salengro, Ministre de l'Intérieur, le Comité Directeur de l'Étoile Nord-Africaine vous transmet l'expression de ses condoléances les plus sincères et félicite la campagne abominable de calomnies entreprise par les fascistes, ennemis du peuple.

Le Comité Directeur  
de l'Étoile Nord-Africaine.

Le journal EL OUMA vous  
défend...

Défendez-le !...  
en vous abonnant,  
en souscrivant en masse !

soulève en nous tant d'enthousiasme et de ferveur militante pour nous permettre de nous attarder sur cet encourageant témoignage. Ajoutons, pour confondre nos vils délateurs, que nous n'aurions jamais songé à le citer, si, de l'autre côté de la Méditerranée, certains n'essayaient de dénigrer notre action. Parce que notre vaillante Étoile a eu la clairvoyance de poser nettement le problème algérien, on nous présente comme une bande d'agitateurs inféodés à je ne sais qui.

D'aucuns, qui se servent à des fins basses égoïstes du lien fraternel qui doit tous nous unir, nous ont traités, après les sarcasmes et les outrages, d'utopistes et de perturbateurs. Nous avons été sauvagement raillés et haïs, non seulement par les privilégiés, mais par tous ceux qui ont peur de regarder en face la vérité. Nous avons toujours été peu sensibles à leurs procédés ignobles. Issus du peuple, de ce brave peuple qui souffre et se débat dans la misère, n'ayant rien à brigrer, ni faveurs, ni honneurs, nous avons semé la bonne graine et notre action, parce que sincère et logique, a été persuasive.

De nos vils délateurs, nous avons inlassablement combattu les arguments pour les besoins d'une cause, et Dieu sait quelle cause !

Certes, de par notre expérience militante, nous sommes persuadés que notre tâche est ingrate. Mais ceci n'est point pour nous décourager. Déjà, nous avons rencontré bien des écueils et nous avons su les surmonter. Nous continuerons, fidèles à notre ligne de conduite, avec la même conviction inébran-

« Si les colons algériens ne comprennent pas que leur devoir est de se ranger à la politique de l'assimilation, prudente mais loyale, il faut qu'ils sachent bien qu'ils travaillent pour la création d'un nationalisme à forme nécessairement révolutionnaire ! »  
Parlant ainsi, M. Violette vise les sentiments qui animent les membres de l'Étoile Nord-Africaine, avec lesquels nous nous trouvons en accord pour dénoncer le projet de loi qui, s'il était accepté, ferait accomplir un premier pas vers une assimilation, dont je m'étonne qu'on n'ait point reconnu la vanité.  
Nous, nous affirmons que la seule politique à mener en Algérie est une politique qui doit conduire à l'émancipation complète du peuple musulman, afin que celui-ci puisse s'associer librement avec le peuple de France.  
La Flèche du 11-12-36.  
Que les vrais utopistes en prennent de la graine !



lable, notre lutte contre les forces mal-faisantes qui perpétuent la misère de l'Algérien et notre action pour la libération de ce peuple. Rien, maintenant, ne peut nous arrêter dans cette voie. Notre cause est gagnée, puisque ce peuple généreux nous a écoutés avec attention et a secondé nos efforts. Il a su reconnaître ses défenseurs désintéressés. Nous avons réussi, jusqu'ici, à créer chez la majorité du peuple l'enthousiasme et la foi militante pour la noble cause que nous défendons. Nous lutterons pour dessiller les yeux de ceux qui sont induits en erreur et de ceux qu'on essaye de séduire par de fallacieuses promesses.

L'injustice et l'exploitation n'ont que trop duré en Algérie. Nous sacrifions tous pour qu'il y soit mis un terme. L'Algérie n'a nullement besoin d'être assimilée pour jouir de son droit à la vie dans son pays. Pour son développement et son émancipation, toutes les bonnes volontés doivent s'épauler. Aussi, forts de l'opinion autorisée du Front Social, et peu enclins à militer dans le superflu regret des erreurs passées, nous convions ceux qui se targuent de bonne foi, à reviser au plus tôt les moyens et les buts de leur action.

Par ailleurs, au moment où des événements douloureux sont de judicieux avertissements, particulièrement pour la France, la tâche du Gouvernement du Front Populaire, en Algérie, est, avant tout, de faire table rase d'une politique qui a abouti à un fiasco. Il doit acheminer le peuple algérien vers son émancipation pour en faire un ami et un allié sincère.

D'autre part, la commission parlementaire qui aura pour mission d'enquêter en Algérie saura-elle étudier le problème sous son véritable jour ? Aura-t-elle le courage et la probité de résister aux directives et influences occultes qui ont systématiquement saboté toutes celles qui l'ont précédée. On comprend nos appréhensions. Aussi, conseillons-nous à ses membres de s'inspirer de l'étude du problème algérien que publie *La Flèche*, dont l'impartialité ne saurait être contestée.

Telle est, pour nous, la véritable solution du grave malaise algérien. Puisse le Gouvernement du Front Populaire avoir la sagesse de comprendre et de la réaliser. Avec notre foi plus ardente que jamais, nous continuerons à lutter pour cet idéal sans trêve et sans repos.

HEDI.

## Troupes de choc

Depuis le commencement de la guerre civile en Espagne et l'entrée en ligne des malheureux réguliers marocains, enrôlés de force par Franco, les fascistes français accordent une attention particulière aux Nord-Africains de la région parisienne. Leurs journaux, *Le Figaro*, *Candide*, *Je suis Partout*, *La Liberté*, *Le Jour*, et d'autres s'efforcent du concours éventuel que les 60.000 Nord-Africains de Paris, « embrigadés » au sein de l'*Etoile Nord-Africaine* pourraient fournir au parti communiste au cas d'une révolution.

Pourquoi donc cette appréhension, Messieurs de l'extrême droite ? Notre sympathie pour les partis de gauche, nos manifestations communes sont légitimes et naturelles. *L'Etoile Nord-Africaine* est une organisation prolétarienne. Il est juste qu'elle s'adresse directement au peuple de France, parce qu'il est le peuple de France, parce qu'il est le peuple qui comprend et allège les souffrances d'un autre peuple. Nous avons confiance dans le prolétariat français, seul capable d'un mouvement de solidarité et de fraternité envers le peuple algérien. Par contre, qu'avons-nous de commun avec vous ?

Vos principes s'opposent à ce que les Algériens soient libres et heureux. Un abîme infranchissable nous sépare. Vous voulez demeurer les maîtres éternels, et nous, vos éternels esclaves. Libre à vous d'avoir de pareilles conceptions, mais libre à nous également de choisir nos amis. Mais rassurez-vous, si *L'Etoile Nord-Africaine* lutte contre la servitude impérialiste, elle ne saurait tolérer d'autre servitude, d'où qu'elle vienne.

Tranquillisez-vous, *L'Etoile Nord-Africaine* n'est inféodée à aucun parti. Nous ne servirons de troupes de choc à aucun parti. Notre corps n'est pas plus à vendre que notre âme. Si un jour nous devons mourir, Messieurs, sachez-le bien, ce ne sera pas pour votre cause, et ce ne sera pas non plus pour un idéal autre que le nôtre.

Nous aimons notre pays au moins autant que vous prétendez aimer le vôtre. Servir notre peuple est tout le programme de *L'Etoile Nord-Africaine*.

HAWES BOUNI  
GHEITI BOUMGHEITI.

## L'Etoile Nord-Africaine et l'Association des Oulamas

### Mise au point

(Suite de l'article de 1<sup>re</sup> page)

En outre, il y a quelque deux ans, nous pensions que c'est au Majestic, Cheik El Okbi avait prononcé un discours, où il a dit : « que cette terre, ce soleil et cet air sont français ». Il est libre de parler ainsi ; mais nous aussi, nous aussi, nous sommes libres de relever ces erreurs et ces faiblesses.

Nous avons toujours parlé franchement, et nous ne saurions trop recommander au peuple algérien de ne pas se laisser amener jusqu'à adorer l'homme et de voir en lui la perfection, car l'homme peut se tromper, peut commettre des erreurs, quelle que soit son intelligence et quel que soit le degré de son instruction. La critique loyale, saine, la critique qui a pour raison l'intérêt national et général est indispensable à notre pays.

En France, le cantonnier critique les députés, le Président du Conseil, et le Président de la République. L'Islam, c'est la démocratie, et tous les Musulmans savent que le grand Khalife Sidna Omar disait aux Arabes : « Si vous voyez en moi quelques erreurs, priez de me les rappeler » et les Bédouins répondaient en disant : « que si nous avions constaté quelques erreurs, nous les aurions combattues avec nos sabres ».

Notre président Messali, qui vient de passer trois mois en Algérie, a au cours de son compte rendu, rapporté des critiques purement d'ordre politique, et nous pensons que c'est bien son droit. Ceux ou celle qui, 24 heures après le discours de son compte rendu, a alerté, troublé l'esprit de nos frères en Algérie par ces lettres en avions et ces télégrammes où il est de mauvaise foi, ou bien il ne comprend rien à l'action d'un parti politique.

*L'Etoile Nord-Africaine*, fidèle à son programme, à sa ligne politique, a fait face à plus d'une attaque et

d'une intrigue, elle saura encore cette fois déjouer ce jeu d'intrigues et guider le peuple dans sa marche vers son émancipation. A Alger, au Stade Municipal, le 2 août 1936 et dans les nombreux meetings que nous avons tenus en Algérie, nous avons dit à la face du monde que nous étions pour la charte revendicative, à l'exception de la représentation parlementaire et du rattachement de notre pays à un autre pays. Les Oulamas sont libres de participer à cette politique, et nous, nous sommes libres de la repousser avec mépris et colère.

El, pour conclure, après ces explications, la parole est au peuple algérien, à lui de juger.

La Direction  
de l'Etoile Nord-Africaine.

P.-S. — Le journal « La Justice » publie un article dans lequel il prétend que Messali a traité les Cheïks Ben Badis, El Okbi et les militants de trahison dans un meeting. Cette accusation est fautive et dénuée de fondement. D'ailleurs, une mise au point lui sera adressée.

LA DIRECTION.

## TÉLÉGRAMMES

**Léon Blum,**  
Président du Conseil, Paris.  
Protestons énergiquement arrestations leaders marocains : Ouezani, Allal Elfassi, Lyazidi. Demandons libération immédiate.

ETOILE NORD-AFRICAINA.

**Delbos,**  
Ministre Affaires Etrangères, Paris.  
Protestons énergiquement arrestations leaders marocains : Ouezani, Allal Elfassi, Lyazidi. Demandons libération immédiate.

ETOILE NORD-AFRICAINA.

**Général Nogues,**  
Résidence générale, Rabat.  
Protestons énergiquement arrestations leaders marocains : Ouezani, Allal Elfassi, Lyazidi. Demandons libération immédiate.

ETOILE NORD-AFRICAINA.

**Préfet Oran, Algérie.**  
Nous, Musulmans Région parisienne, protestons énergiquement contre allégations mensongères contre « Etoile Nord-Africaine » au Conseil Général. « Etoile Nord-Africaine » jamais dissoute ; demande droit, justice, peuple algérien.

LE COMITE CENTRAL.

## APPEL AUX JEUNES

En m'adressant à vous, mes frères, je voudrais répondre à ces deux questions :

« Que sommes-nous ? »  
« Que devons-nous être ? »

J'ai vingt ans. Je ne connais pas l'histoire de mon pays. Mon père non plus ne la connaissait : on ne la lui avait pas apprise. Qui donc me l'aurait apprise, si ce n'est pas moi ? Je ne sais pas si je suis un Arabe, un Kouroughli ou un Arabo-Berbere, mais je sais que les habitants de l'Algérie pensent comme moi, que nous avons les mêmes mœurs, même religion, même langue, et c'est avec fierté que je dis : je suis un Algérien, car je sais que sept millions d'hommes ou d'être humains portent ce titre.

Etre Algérien, c'est avoir pas mal de défauts et de vices, généreux dans d'une ignorance savamment entretenue dans notre pays depuis cent ans. Mais ni la misère, ni l'ignorance, ni la répression n'ont réussi à entamer les qualités propres à notre race, dont je ne citerai que le courage. Et Dieu en soit loué, il y a encore en Algérie des Musulmans dignes de ce nom, et plus qu'on ne pense, et des hommes qui savent lire et écrire en arabe. L'œuvre des Pères Blancs a fait faillite, l'enseignement truqué dans les médersas a connu le même sort. Il subsiste malgré tout une « âme » algérienne qui défilera pendant longtemps encore toute tentative d'asservissement moral.

Mais, malgré cela, nous ne sommes pas considérés comme des hommes, puisque nous sommes ignorants, inorganisés. Nous le redevenons s'il plaît à Dieu, si nous sommes prêts à fournir des efforts surhumains, c'est à ce seul prix que la rédemption se fera.

Mais cette rédemption, qui n'est pas aisée, dans quel sens se fera-t-elle, et par qui ? Certes, nous ne sommes que des sujets, des esclaves, quoi. Et quelques élus, si sincères fussent-ils, ne peuvent s'empêcher de confondre loyauté et loyalisme. Admettant, s'ils se flattent d'avoir battu les « Beni-oui-oui », ils oublient trop souvent qu'ils ne sont que des « Béné-fidèles ». Ne comptons donc pas sur eux pour nous relever. Ils sont dans une erreur manifeste. Nous n'aurons pas parmi nous, non plus, les quelques salariés du régime, ou ses collaborateurs. La lâcheté est leur pain quotidien. Et pourtant, nous savons bien qu'à l'heure actuelle, il n'est pas un seul Algérien qui aime ce colonialisme hideux au service d'un impérialisme atrocement cupide.

Le premier des Bach-Aghas si pompéty soit-il, ne peut aimer ce régime colonialiste qui le met à la merci d'un simple administrateur ou d'un garde-champêtre. Mais l'argent, lorsqu'on l'aime, fait de ces bassesses, et Dieu sait si le régime nous en a donné l'occasion. Donc du régime nous ne pouvons rien attendre. Nous sommes donc seuls à nous relever, nous seuls à nous défendre, nous seuls à nous sauver. Nous sommes donc seuls à nous défendre, nous seuls à nous sauver. Nous sommes donc seuls à nous défendre, nous seuls à nous sauver.

Et nous, à quand notre tour ? Jusqu'à quand serons-nous commandés, bafoués, battus par des étrangers dans notre propre pays ? Nous mourons de faim et notre pays produit du blé pour une population triple de la nôtre. Nous ne travaillons pas, et des étrangers trouvent tous du travail et de salaires quintuples de ceux de nos journaliers ; nous payons des impôts, et ce sont des étrangers qui en disposent. Nous sommes sept millions d'esclaves, et ils sont une poignée de maîtres. La force, l'organisation, la richesse sont de leur côté, c'est vrai. Ils nous ont choisis un mode de vie conforme à leurs intérêts, et leurs lois légitiment notre asservissement matériel et moral. C'est un fait. Mais le droit est avec nous. Dieu n'abandonne jamais les faibles.

Regardons en nous-mêmes, nous avons une foi qui doit être notre force, foi religieuse, foi nationaliste. Nous sommes des soldats hors ligne pour défendre une cause et un pays qui ne sont pas les nôtres. Soyons donc les soldats de l'Algérie. Formons une avant-garde. Ayons de l'audace et du courage et nous vaincrons tous les préjugés qui nous rabaisent à nos propres yeux. Si nous avons un pays à aimer, que ce soit l'Algérie. Si nous avons une cause à défendre, que ce soit la cause du peuple algérien !

Aimons nos pères, adorons-les, mais plaignons-les sincèrement de leur crainte démesurée de l'impérialisme, montrons-leur qu'il ne saurait être question pour nous de revivre leur vie. Nous voulons vivre comme nous l'entendons, nous voulons disposer de notre sort.

Notre volonté d'aboutir à un avenir meilleur doit être une au sein d'une organisation saine, répondant à tous nos espoirs, et à celui, cher entre tous : la liberté. Cet espoir, nous l'avons tous dans notre cœur, cette volonté de vivre heureux dans notre propre pays nous l'avons également et l'ensemble vert et rose flanqué d'un croissant, symbole de ces nobles aspirations, est depuis longtemps porté haut et ferme par *L'Etoile Nord-Africaine*. Aimons *L'Etoile Nord-Africaine*, unissons-nous dans son sein pour la servir, et nous servirons l'Algérie. Notre mot d'ordre d'aujourd'hui : adorons à *L'Etoile Nord-Africaine* !

UN JEUNE.

Ne remettez pas au lendemain votre abonnement à

« L'ARGUS DE LA PRESSE »  
qui « VOIT TOUT »

et vous aurez la certitude de recevoir tout ce qui paraîtra sur votre personnalité ou sur les sujets qui vous intéressent, dans les journaux et revues du monde entier.  
37, rue Bergère, PARIS (9<sup>e</sup>).  
Tél. : Provence 16-14

Pour les allocations familiales, pour la suppression de l'officine de mouchar-dage et de bastonnade de la rue Le-comte, et pour la suppression de la spécialité de l'Hôpital de Bobigny. Unissons-nous et luttons tous ensemble.

*L'Etoile Nord-Africaine* qui, voilà dix ans, mène la lutte pour les intérêts de la population musulmane de l'Afrique du Nord, est heureuse et fière de participer dans toute action concernant d'abord les intérêts particuliers de nos compatriotes. C'est grâce à elle, à son action énergique, organisée et tenace, qu'elle a fini par arracher la libre circulation entre la France et notre pays ; ainsi que certaines petites réformes. Elle ne s'arrête pas là, bien au contraire, c'est avec plus d'énergie, plus de combativité, dans l'ordre et la discipline qu'elle continue à mener la lutte sur plusieurs fronts à la fois, pour arracher et appliquer toutes les libertés démocratiques, toutes les lois sociales et ouvrières à l'Afrique du Nord.

Nous avons toujours dit à nos adhérents qu'ils n'auraient que ce qu'ils auront pu arracher eux-mêmes, par leur organisation et par leur dévouement. Il est bon de le rappeler, car, maintenant, la réalité est trop apparente pour la dissimuler. Il y a à quelque quinze mois, certains parlaient déjà, avec beaucoup de timidité, de l'indépendance de l'Afrique du Nord, mais, aujourd'hui, toute la question coloniale est mise à l'écart, on trouve rien de mieux que de soutenir le projet Violette qui favorise quelques bœuf-oui-oui acquis à l'impérialisme, au détriment du fellah et de l'ouvrier.

N'insistons pas, tout le monde voit et tout le monde constate.

Fidèles à notre programme politique, nous nous réjouissons de voir notre Parti continuer sans relâche la lutte pour la réalisation de nos revendications immédiates. En plus de nos meetings, de notre journal *El Ouma*, et de nos nombreuses protestations contre ces injustices et ces iniquités, *L'Etoile Nord-Africaine*, qui a participé à plusieurs délégations syndicales auprès du Ministère du Travail, a souligné et attiré tout particulièrement l'attention du Gouvernement sur la question angoissante des allocations familiales que l'on continue à refuser aux Nord-Africains, les plagent ainsi au même rang que les étrangers.

On voudrait bien voir M. Jacques Duclos, député et vice-président de la Chambre, interpellé le Gouvernement sur ce cas et sur tout le problème nord-africain. Les Nord-Africains lui en seront fort reconnaissants.

Le 4 décembre, en compagnie de la Délégation Syndicale pour les Laveurs de Voitures, notre délégué a de nouveau posé la question des allocations familiales devant le Directeur du Cabinet de M. le Ministre du Travail, en soulignant que tout résidait dans la modification de la loi, car, les patrons eux-mêmes versent leur part pour les allocations familiales. Ceci d'ailleurs a été attesté par le directeur du Cabinet du Ministre. Alors ? qu'attend-on pour modifier la loi ?

En attendant, nous, nous n'avons aucune minute à perdre, redoublons d'activité et, partout, unissons-nous, formons un bloc pour la modification de cette loi, pour la suppression de la rue Lecomte et du Code de l'Indigénat de la spécialité de l'Hôpital de Bobigny et de toutes les lois et mesures d'exception.

EL MOUDJAHID BILLAH.

## De la Section d'Asnières

Asnières, le 22 octobre 1936.

Monsieur le Président  
de la Caisse de Compensation  
de la Région Parisienne. Paris.

Monsieur le Président,

Au nom de tous les Nord-Africains vivant dans la Région Parisienne, nous avons l'honneur de venir vous réclamer le paiement de l'allocation familiale pour nos familles restées dans nos contrées.

Lors du conflit 1914-1918, nous n'avons pas hésité à faire notre devoir envers la Métropole. Nous estimons que nous, Nord-Africains, nous devons être traités sur le même pied que nos camarades des tranchées.

Vous n'ignorez pas que, le plus souvent, nous sommes employés aux besognes les plus ingrates de toutes les corporations. On ne peut nous contester notre droit à la vie comme à notre famille, surtout à nos enfants.

Aussi, Monsieur le Président, nous vous demandons le paiement immédiat des allocations prévues, par votre caisse de compensation, pour tout travailleur de votre région.

Nous espérons que vous voudrez bien prendre en considération notre demande et dans cette attente, recevez, Monsieur le Président, nos civilités respectueuses et nos remerciements anticipés. Pour les groupements Nord-Africains, Le Délégué.

Chez Monsieur  
**BELKIREB ABDELHAK BEN YOUSSEF**  
19, Rue Duquesne, 19  
à GUELMA (of Constantine)  
ALGÉRIE

se vend le journal « EL OUMA » ainsi que des journaux et revues en langue arabe, avec gravures — Islamiques de tous pays —

Est-ce vrai qu'on veut rapatrier tous les Nord-Africains ? La parole est à M. le Ministre du Travail !...

Nous ne savons pas si c'est là un faux bruit, ou simplement un sondage, mais, en tout cas, un sondage est commencé. Déjà des compatriotes se sont plaints de ce sondage, en nous montrant la preuve que nous publions ci-après. D'ailleurs, nous savons très bien que cette trouvaille est partagée par un maire-sénateur de la région parisienne.

On est libre de prendre cette mesure extrêmement grave contre nous, car c'est vraiment là une mesure raciste, une sorte de croisade qui indignerait toute l'Afrique du Nord, et le monde musulman dans son ensemble. Heureusement pour nous, nous avons un beau pays que nous sommes d'ailleurs bien contents de rejoindre. Mais nous avertissons ceux qui sont les auteurs de ce projet, que nous voulons tous rentrer en Algérie, avec nos étudiants, nos commerçants, et ceci va sans dire, nous ramenons avec nous même nos soldats qui montent la garde au Rhin et aux autres frontières. On ne retournera pas les uns sans les autres. Puis, que l'on sache bien, qu'une fois rendus chez nous, il nous faut trouver du travail, de quoi bien vivre, et faire bien vivre les nôtres. Si cette mesure était prise contre nous, eh bien, chez nous, nous serions obligés de prendre la même mesure contre ceux qui se sont emparés de nos biens, de nos moyens de travail et de nos richesses. On avouera que c'est bien notre droit.

Ceci ne nous étonnera pas, car, déjà en 1927, on avait fait un commencement de rapatriement. Espérons que la sagesse reprendra le dessus, et, en attendant, Musulmans nord-africains, soyez vigilants, et groupez-vous dans votre parti national pour vous défendre et faire respecter votre existence et votre dignité.

Nous publions, ci-dessous, la lettre adressée à notre compatriote à ce sujet :

Monsieur ALI ACHAB,  
1<sup>er</sup>, rue Damiens  
BOULOGNE-BILLANCOURT.

Monsieur,

En réponse à votre lettre du 7 courant, j'ai le regret de vous informer que votre radiation de la liste des chômeurs secourus a été demandée par le Ministère du Travail, à la suite du dernier contrôle de ses services.

Le chef du service ne vous a pas donné l'ordre, mais vous a fait l'offre de vous aider à obtenir votre rapatriement aux seules fins de vous élever à rester à Boulogne-Billancourt sans aucune ressource.

Veillez agréer, etc...

Signé : LE MAIRE-ADJOINT.

## La nouvelle loi sur la presse est contre la liberté de la presse.

Tout le monde attendait de la nouvelle loi de la presse qui a été votée par la Chambre des Députés, des mesures énergiques contre la diffamation et contre la calomnie. Il n'y a rien de plus logique et de plus juste que de protéger les hommes contre certaine presse qui, sous prétexte de la liberté de presse, profitait, pour des fins non recommandables, pour traîner dans la boue des familles et des hommes, et de calomnier des hommes publics jusqu'à les pousser au suicide. Que l'on prenne des mesures contre de tels individus pour les empêcher de nuire à la société, il n'y a rien de plus normal et de plus humain, mais nous sommes obligés de constater que, dans la nouvelle loi, il y a inconsciemment un grand danger pour la liberté de la presse. Il y a, entre autre, un article qui a été proposé par M. Brunet et qui porte atteinte d'une façon nette à la liberté de la presse. Cet article, qu'on lira ci-après, n'a soulevé aucune protestation, même pas de la part des communistes. L'administration, dans les colonies, a maintenant entre les mains des armes, et, certainement, elle va pouvoir s'en servir avec joie et rapidité. Les militants vont subir des condamnations, les organisations ne pourront plus supporter la pluie d'amendes qui s'abattra sur elles, et cela par la faute même des hommes qui prétendent défendre les peuples opprimés. D'ailleurs, nous ne sommes pas les seuls à le constater, notre confrère *L'Œuvre* a déjà porté des critiques fort justes à ce sujet. Que pensez *L'Humanité* et *Le Populaire* de cet article ? Nous aimerions le connaître.

M Auguste Brunel défend un amendement tendant, après le texte modificatif proposé par l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881, à intercaler les dispositions suivantes :

« Dans les colonies où la France exerce son mandat de civilisation à l'égard de populations indigènes, ceux qui, soit par écrits et imprimés, vendus ou distribués, mis en vente ou colportés, soit par des placards ou affiches, ou par disques, dessins, gravures et images auront porté ou entrepris de porter atteinte à l'autorité de la France, seront punis d'un an et d'une amende de 100 à 3.000 francs, sans préjudice de la saisie, par l'autorité administrative, des écrits, imprimés, dessins ou images incriminés. »

« Les infractions prévues au paragraphe précédent sont de la compétence du tribunal correctionnel. »

A bas la vie chère !  
**SPECIALITÉS**  
DE  
**PRODUITS ALGÉRIENS**  
à des prix modérés

FOURNITURE ET LIVRAISON A DOMICILE  
DE TOUTES SPECIALITES D'ÉPICERIE

**T. OUCHIKH**  
155, Rue Saint-Maur — PARIS-XI<sup>e</sup>  
Téléph. : Oberkampf 44-76



Decembre 1936

# Une grande déception : LE BUDGET 1937

J'aurais pu arrêter là cet article, mais je m'en voudrais de priver les lecteurs de *La Fieche* du passage très significatif du discours du Résident général, faisant allusion à cette politique, li- sez plutôt : « Les mesures prises dans la métropole en faveur des fonctionnaires et des cheminots ont, en Tunisie, une répercussion légitime, mais particulièrement lourde pour un budget dont une trop grande partie se trouve consacrée aux frais de gestion. »

« Bien faible, dès lors, se trouve la marge dont il est possible de se servir pour assurer ce que je considère cependant comme les devoirs les plus essentiels dont l'accomplissement conditionne l'atténuation des duretés du présent et les perspectives d'avenir. Du moins, m'a-t-il paru indispensable de le marquer par un effort allant, cette année, au plus pressé, notre ferme dessein étant d'aider au développement harmonieux, à la fois physique et intellectuel, des êtres humains qui vivent sur la terre tunisienne. »

C'est là un aveu, combien tragique, et qui montre que le Résident général a cédé devant une coalition d'intérêts sordides qu'il paraît défendre, puisqu'il estime plus urgent de rétablir ce que la classe des fonctionnaires français a perdu de l'indemnité du tiers colonial, que de construire un hôpital ou d'éduquer une école, qu'il estime que, dans un pays où la grande majorité de la population est grièvement menacée par la famine et ne peut échapper, plus ou moins, à ses funestes conséquences qu'en recevant les mannes gouvernementales, il est plus pressé de subvenir au luxe de ceux qui ont tout que de donner à manger à ceux qui n'ont rien.

Certes, les Tunisiens, parce qu'ils sont restés paisibles, se voient payés en bonnes paroles, en promesses qu'on ne tiendra peut-être jamais. Mais si ces bonnes paroles et ces promesses alléchantes ont momentanément quelques vertus apaisantes, elles n'ont pas encore acquis — même sous un gouvernement de Front Populaire — cette vertu qui soulage la misère des masses et relève leur niveau moral. Aussi, en lisant le discours du Résident général, nous ne pouvons nous empêcher de penser que ce fut le discours d'un honnête homme qui avait son impuissance devant la coalition des intérêts capitalistes. Car, tout bien intentionné qu'il était, il n'a pas eu le courage qu'il fallait pour imposer silence à la meute des profiteurs du régime. Il a capitulé devant leurs exigences — la rage au cœur peut-être — mais il a capitulé quand même.

Ceci est la plus belle illustration de ce que nous avons toujours proclamé : qu'il ne suffit pas de changer d'homme, mais qu'il faut changer de méthode, de politique; or, si la méthode présente est plus douce, moins brutale, les mêmes bureaux, au service des mêmes intérêts, pratiquent encore la même politique.

Ce qui fait que le budget tunisien de 1937 n'est pas seulement un budget de classe, c'est surtout un budget de race.

H. N.

AB-DEL-LAH.

# Comment le droit de propriété est violé avec arrogance au douar Beni Ouahyane, près de Tlemcen, par les autorités militaires.

Durant mon séjour à Tlemcen, au mois de septembre dernier, au courant de mon enquête, on m'a raconté qu'il avait particulièrement indigné, et il est certain qu'il aurait indigné même un cœur de pierre. Au sud de la ville de Tlemcen, derrière les montagnes qui surplombent la ville, il y a la région qui se nomme Beni-Ournid et qui dépend administrativement de Sedhou. Dans Beni-Ournid, il y a le douar Beni-Ouahyane, habité par une population de mille personnes, qui vit d'un peu d'élevage, de charbon et de culture d'orge. Ce douar a connu, comme bien d'autres, des injustices, des abus de pouvoir et des iniquités inhumaines. En plus de ces choses courantes en Afrique du Nord, le douar Beni-Ouahyane, non seulement s'est appauvri à la suite des expropriations, des amendes et de fortes punitions, mais continue à subir une injustice criante et qui dépasse en horreur tous les abus de pouvoir. Disons-le, abus de pouvoir des autorités militaires. A Tlemcen, il y a un beau douar de militaires, tirailleurs, spahis, etc., et qui font, en toutes saisons, de multiples exercices et manœuvres.

Le choix de terrain pour ces manœuvres est bien le malheureux douar Beni-Ouahyane qui est affreusement ruiné par des amendes de gardes-forestiers. C'est au bon plaisir des autorités militaires que dépendent ces manœuvres. Je suis allé sur le lieu de ces manœuvres, accompagné par des habitants mêmes du douar Beni-Ouahyane, et j'ai pu me rendre compte des dégâts causés par ces manœuvres qui soulèvent un profond mécontentement dans toute cette région. Les manœuvres se déroulent sur une étendue de 200 hectares. Les spahis arrivent sur leurs chevaux, piétinent la récolte, blé, orge et culture maraîchère, les fantassins suivent, et, une fois l'installation de l'armée organisée, la manœuvre commence par des coups de canons, fusils et mitrailleuses. Avant, et quelquefois pendant la manœuvre, la population, femmes, enfants, vieillards, est chassée de ses gourbis, pour aller se réfugier bien loin de là, dans la forêt voisine. Les ha-

# Fascisme et Colonialisme

Tout le peuple algérien se souvient de l'abominable tuerie de Constantine, qui a mis aux prises deux communautés depuis des siècles fraternellement unies, tuerie voulue et préparée par les ennemis, colons, affameurs du peuple musulman d'Algérie, dans un but bien précis de se maintenir coûte que coûte en exploitant, payant les ouvriers 2 fr. 50 par jour, et aussi maintenir les privilèges déjà acquis par les moyens les plus obscurs sur tout un peuple qui ne demande qu'à vivre à l'exemple de tout être humain.

Si les événements sanglants de provocation fasciste à Constantine ont réussi à nos sinistres colonialistes à la Morinaud à écraser le mouvement de justes et calmes revendications d'alors du peuple algérien, il ne faut pas, et tout le peuple ne veut pas, qu'aujourd'hui tous ces horreurs du passé, qui ne profitent qu'à leurs auteurs, se renouvellent, alors que l'avènement du Front Populaire en France pour les masses algériennes est plus qu'un espoir, mais une certitude à plus de compréhension, de vérité, de justice, de liberté.

Mais pour sévir, toujours et impitoyablement contre un peuple qui commence à voir clair après de douloureuses expériences, les profiteurs de la colonisation n'hésitent pas, et n'hésitent pas de nos jours, ni devant la provocation, ni devant le meurtre, d'abord pour l'exploiter, ensuite pour faire valoir leur présence au nom de leur civilisation.

Libres dans leur action, toujours maîtres des postes responsables de direction, et, par conséquent, disposant de privilèges d'asservissement et d'étouffement, ils étouffent fortement déjà l'affaire de l'assassinat du Muphti d'Alger. Ils viennent, de plus, nous montrer combien leur haine est grande contre l'émancipation du peuple algérien et du Gouvernement central du Front Populaire des opprimés.

Alors, au nom de la France du Front Populaire, la justice française est bafoyée, piétinée, la propagande fasciste tolérée, manifestement entretenue, et autant de graves fautes que la carence des uns et l'inertie des autres ne dirigera que vers l'insoluble : la catastrophe.

Le Gouvernement central du Front Populaire, par sa promesse, car son « origine », sa « doctrine », son « serment » et son avenir triomphant, inébranlable, doit sans tarder, émergeant, relever les erreurs, comprendre surtout qu'unaniment tout un peuple veut vivre, et, dignement, marcher vers son salut, son émancipation. Notre époque l'exige.

« Les Arabes, a dit Henri Guernut, notre sage confrère, sont des hommes qui n'aiment pas être meurtris dans leur dignité d'homme. Ils sont les héritiers d'une civilisation raffinée où la politesse était tenue pour vertu élémentaire. » Et nous ajoutons : « Les Arabes n'ont jamais été des mercenaires. »

Contre le fascisme en lequel se cramponnent désespérément les Morinaud, les Lambert, les Roux-Fressiniegue ou autre Mallarmé, élus de nos colons rapaces. Musulmans algériens, aujourd'hui plus que jamais, tous dans les rangs de l'Etoile Nord-Africaine (et de son irréprochable et courageux président Messali), seule organisation arabe adhérente au Front Populaire, symbole du pain, de la liberté et de la paix.

# COMITÉ D'ACTION MAROCAINE Pour rétablir la vérité

Paris, le 2 décembre 1936.

Délégué à Paris par notre organisation pour informer l'opinion publique des derniers événements du Maroc et protester auprès du Gouvernement contre la provocation et l'arbitraire dont nos militants ont été victimes, j'ai appris, de sources sûres, que certaines autorités du Protectorat cherchaient à nous accabler d'accusations graves pour justifier l'action menée contre nous. « Notre ami Ouazzani aurait fait appel à l'action directe pendant le meeting de Fès; nous nous serions servi du nom de Sa Majesté le Sultan pour préparer le meeting de Casablanca et nous aurions projeté une manifestation sur la voie publique, à l'issue de cette dernière réunion. » Rien de cela, absolument rien. n'est vrai. J'ai envoyé à ce sujet un élément formel que j'ai adressé à Sa Majesté le Sultan et à M. le Général Nogues.

Le but poursuivi par nos calomnieux est facile à deviner. Il s'agit d'obtenir de S. M. le Sultan un ordre interdisant la réunion privée de Casablanca, et d'utiliser cette interdiction pour préparer la répression afin de susciter des troubles au Maroc, contrecarrer la propagande que nous menions en faveur de notre Plan de Réformes et créer des difficultés au Gouvernement de Front Populaire. A l'annonce de l'interdiction, nous avons demandé au Khalifa du Pacha (Benenni) que cette mesure nous soit communiquée par écrit. Après avoir acquiescé à notre demande, il ne nous a pas donné de réponse. Mais de toute façon, pourquoi les autorités de Casablanca ne nous ont-elles pas notifié l'interdiction dès le matin pour nous permettre d'en informer nos invités, et pourquoi ont-elles attendu la dernière heure pour le faire? Pourquoi, après avoir annoncé l'interdiction et fait évacuer la demeure où devait se tenir la réunion, n'ont-elles pas donné aux militants l'ordre de se disperser et ont-elles permis le rassemblement de ces derniers sur le terre-plein en face de cette demeure? Pourquoi, au moment où nous haranguions les foules pour les disperser dans l'ordre, nous a-t-on envoyé le Khalifa du Pacha (Benenni) pour annoncer en public que S. M. le Sultan désirait recevoir une délégation de notre Comité et que toute l'assistance pouvait suivre cette délégation? Et quand nous sommes arrivés, malgré toutes ces manœuvres, à disperser le rassemblement dans l'ordre le plus parfait, comme en conviennent les dizaines de journalistes et amis français qui accompagnaient le cortège, pourquoi les autorités ont-elles opéré l'arrestation arbitraire de trois de nos chefs? La provocation est trop nette et rien ne peut la dissimuler.

Il y a eu, par la suite, à travers tout le Maroc, un large mouvement de protestation indignée et pacifique. La répression dont ont été victimes les protestataires était préméditée par les autorités. Pour le prouver, il suffit de rappeler le langage tenu par le Contrôleur Chef de la Région de Casablanca recevant le Secrétaire de la Fédération Socialiste du Maroc dès le 15 novembre, c'est-à-dire avant le déclenchement du mouvement de protestation. « Il faut mater les indigènes ». C'est ce désir de « matage » qui a animé nos calomnieux; il est à l'origine de l'interdiction de notre réunion et de l'arrestation arbitraire de trois de nos chefs; il explique la tournure prise par un mouvement de protestation qui n'avait à l'origine absolument rien d'agressif.

En plus des accusations précédentes, il y en a une autre, non moins grave : « Nous aurions partie liée avec Franco. Au Congrès de Tétouan, qui s'est tenu le 21 octobre, nous aurions accepté les mots d'ordre suivants : propagande antifrançaise, mouchardage, désobéissance civile. » L'accusation vient également du Chef de la Région de Casablanca, le principal responsable des derniers événements du Maroc, et elle a été reproduite par plusieurs journaux. Elle nous donne l'occasion, tant recherchée par nous, de déclarer publiquement que nous n'avons aucune relation, ni directe, ni indirecte, avec Franco, ni avec le mouvement qu'il a suscité dans la zone d'influence espagnole du Maroc. Nous n'avons fait aucune propagande pour le Congrès de Tétouan; personne de notre zone n'y a pris part; nous sommes contents, pour être complètement et directement renseignés, d'envoyer à titre d'observateur un ami qui n'est pas officiellement membre de notre organisation et qui avait des instructions formelles pour intervenir si sa mission était abusivement interprétée. Nous ne remercions pas devant la nécessité qui pourrait se présenter, à savoir d'initier un procès en diffamation contre nos calomnieux afin de les confondre et d'éclairer définitivement les autorités responsables et l'opinion publique.

Dans l'orientation de notre action, nous ne pouvons recevoir de mots d'ordre, ni de Tétouan ni d'ailleurs; notre seul guide est l'intérêt supérieur de la noble cause que nous défendons. C'était pour éviter toute mauvaise interprétation au sujet de l'objet et de la tenue de nos réunions, et pour tenter un effort de rapprochement entre les divers éléments de la population du Maroc, que nous avons tenu à inviter chaque fois des représentants de la presse française et les membres des partis et organisations de gauche. C'était également pour prouver que notre mouvement n'intéressait pas seulement quelques intellectuels, mais qu'il avait pour lui l'appui enthousiaste des masses représentant toutes les classes de la société. Aucune animosité contre la France ne pouvait nous guider dans cette initiative, pas plus qu'une opposition systématique au Gouvernement de Front Populaire, dont nous attendons en toute confiance, la réalisation de réformes conformes à son programme d'actions à son idéal démocratique.

Nous n'attendons, en outre, absolument rien du fascisme. Le fascisme qui opprime ses propres nationaux ne peut nous donner la liberté. Au point de vue économique, il est l'expression du capitalisme international, et qui nous asservit. Nos alliés naturels sont les partis de démocratie. Mais si les démocrates se montrent hostiles à notre émancipation, et si elles nous oppriment, nous ne les comprenons plus et nous nous renfermons sur nous-mêmes. Le pire qui peut advenir des masses incapables de juger les régimes autrement que par des réalisations effectives, est un renforcement de leurs sentiments de xénophobie. Les intellectuels qui voient dans les régimes l'expression de leurs idéaux resteront toujours, à travers le monde, une faible minorité.

OMAR ABDELJALIL.

L'Etoile Nord-Africaine salue les vaillants et courageux militants de l'action marocaine, et se déclare solidaire avec eux dans leur lutte pour arracher leurs libertés et leur émancipation. Et avec eux, nous protestons avec énergie contre les arrestations, et contre la provocation dont ils furent victimes. Que nos frères sachent que nous sommes avec eux jusqu'à la mort. Musulmans algériens, soyez solidaires de nos frères luttant du Maroc.

L'ETOILE NORD-ARABIQUE.

# De L'ORIENT ARABE

BAGDAD, le 29 OCTOBRE. — La publication intégrale du texte du Traité Franco-Syrien a donné lieu, dans la presse et dans les divers milieux irakiens, à des commentaires sur ce traité et le Traité Anglo-Egyptien. Des parallèles sont faits entre les deux Traités Anglo-Egyptien et Franco-Syrien, d'une part, et le traité Anglo-Irakien, d'autre part. La presse rappelle, à cette occasion, que, lorsque le Traité Anglo-Egyptien a été publié, une assez forte opposition s'est déclarée, et une campagne quelque peu bruyante a été menée en Irak contre ce traité, comme c'est le cas actuellement en Egypte et en Syrie.

Mes clauses du Traité Anglo-Irakien ont été mises en vigueur par les Anglais et les Irakiens avec une bonne foi. En Irak, l'opinion publique ne tarde pas à constater les avantages du traité et l'opposition ne tarda pas à s'affaiblir pour disparaître bientôt entièrement.

Les journaux et les milieux irakiens croient que ce qui arrive actuellement en Egypte et en Syrie est identique à ce qui est arrivé autrefois en Irak. Mais la bonne foi que mettront les Anglais et les Français, d'une part, et les Egyptiens et les Syriens, d'autre part, dans l'application des Traités Anglo-Egyptien et Franco-Syrien en démontrant bientôt les avantages, et toute opposition ne tardera pas à disparaître, comme ce fut le cas en Irak, où personnellement, on regrette la conclusion du traité avec l'Angleterre.

ALGER, le 29 OCTOBRE. — La décision prise par le Comité Exécutif du Congrès Musulman de l'Afrique du Nord, à l'égard du Docteur Ben Djelloul, continue à avoir une forte répercussion dans tous les milieux, et notamment dans la presse arabe et française d'Algérie. Le Comité Exécutif a, en effet, décidé et approuvé la destitution du Docteur Ben Djelloul, considérant que l'attitude qu'il a dernièrement adoptée est contraire aux précédentes décisions du Congrès, d'une part, et aux aspirations nationales de l'Algérie, de l'autre.

PARIS, le 29 OCTOBRE. — Le journal *El Ouma*, organe français de l'Etoile Nord-Africaine à Paris, consacre plusieurs colonnes aux Traités Anglo-Egyptien et Franco-Syrien.

L'association de l'Etoile Nord-Africaine, a, en outre, adressé une dépêche de félicitations à l'Egypte, dans la personne de S.M. le Roi Farouk-1<sup>er</sup>, et une dépêche analogue à la délégation syrienne.

La Section de Fort-National proteste contre le Projet Viollette

Fort-National, le 6 novembre 1936. Monsieur le Directeur d'El-Ouma, Paris,

Je vous prie d'insérer dans votre prochain numéro la lettre suivante envoyée au Ministre de l'Intérieur, à Paris.

Monsieur Le Ministre de l'Intérieur, Paris.

Au nom de la Section de l'Etoile Nord-Africaine, de la Haute-Kabylie, nous protestons énergiquement contre le projet Viollette, qui tend à ne donner de droits qu'à une infime minorité du peuple algérien. Par son essence anti-démocratique, ce projet ne tend qu'à créer une division au sein du peuple algérien. Ce que demande le peuple algérien, c'est la réalisation de ses revendications immédiates, à savoir : l'abolition pure et simple du Code de l'Indigénat et de toutes les lois d'exception, l'octroi des libertés démocratiques et des lois sociales tout joint le peuple de France. Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre profond respect.

La Direction de la Section de la Haute-Kabylie.

ETTLEMÇANI.

# Au Conseil d'Etat

Nous recevons avec prière d'insérer

Paris, 25 novembre. — Par arrêté en date du 29 octobre 1929, le Gouverneur général de l'Algérie avait nommé M. Amrane Mohamed Tahar ben Babah, caïd du douar Beni-Bouchaib (commune du Haut-Sébaou).

M. Grabi Ahmed a attaqué cette nomination devant le Conseil d'Etat, attendu que M. Amrane Mohamed n'a jamais passé d'examen, ni figuré sur une liste de classement. Etant candidat militaire, au titre des emplois réservés figurant sur une liste de classement, M. Grabi soutenait qu'il aurait dû être nommé à ce poste.

Le Conseil d'Etat, statuant au contentieux, a décidé, cet après-midi, d'annuler la décision du Gouverneur général. L'arrêté est ainsi motivé : « Considérant qu'il est établi par l'instruction que le sieur Amrane Mohamed Tahar ben Babah, qui ne figurait pas sur une liste de classement, a été nommé, par arrêté du Gouverneur général de l'Algérie, en date du 29 octobre 1929, caïd du douar Beni-Bouchaib, alors que la nomination précédant la sienne était déjà intervenue au profit d'un candidat civil et que la liste de classement des candidats militaires n'était pas épuisée; que le sieur Grabi est, dès lors, fondé à soutenir que par la décision attaquée, le Gouverneur général méconnaît la disposition précitée du décret du 19 septembre 1912, réservant cinq emplois sur six aux indigènes anciens militaires. »

# A PROPOS D'UN ARTICLE «PROVOCATEUR»

M. Le Provost de Launay s'étonne dans une lettre au Préfet de Police que le provocateur demeure impuni

Nous publions l'extrait de la lettre d'un de ses Messieurs.

De *L'Echo de Paris* du 28 novembre 1936 :

Nous avons publié, ces jours derniers, la lettre adressée par M. Le Provost de Launay à M. Langeron, retenant l'attention du préfet de police sur l'activité révolutionnaire de nombreux Nord-Africains résidant à Paris, signalant l'influence néfaste du groupement *L'Etoile Nord-Africaine* et de son président, Messali Hadj.

M. Langeron a répondu à M. Le Provost de Launay en ces termes :

Monsieur le Conseiller, Par lettre en date du 10 novembre, vous exprimez l'avis que le contrôle auparavant exercé par la préfecture de police sur les indigènes Nord-Africains résidant dans la région parisienne « serait virtuellement supprimé » et vous pouvez bien attirer mon attention sur la situation qui en résulterait.

Vous me signalez, à ce sujet, l'activité de l'Etoile Nord-Africaine, la non arrestation de M. Messali Hadj et vous me demandez de vous indiquer les mesures envisagées pour faire « cesser toute activité révolutionnaire dans les milieux nord-africains ».

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'aucun contrôle n'a été supprimé ni diminué et qu'aucune surveillance ne s'est relâchée.

En ce qui concerne les indigènes nord-africains en résidence à Paris, le service spécial de protection et de surveillance, créé en exécution de la délibération du conseil municipal du 29 novembre 1924, n'a jamais abandonné la mission d'assurer que l'assemblée municipale lui a confiée. En collaboration avec les services généraux des deux préfectures de la Seine et de Police, il continue à apporter aux indigènes l'aide, le secours et le réconfort dont ils peuvent avoir besoin à Paris.

Le groupement l'Etoile Nord-Africaine, dont vous soulignez l'activité actuelle, a bien été dissous par jugement du tribunal civil de la Seine du 20 novembre 1929. Mais ce jugement a été annulé par un arrêt de la Cour de Cassation en date du 3 juillet 1935. C'est donc, en conséquence d'une décision judiciaire que le fonctionnement régulier de ce groupement dans le cadre de ses statuts, ne saurait plus être considéré comme une activité illicite.

Quant à son président, M. Messali Hadj, s'il a encouru la condamnation que vous rappelez, il a bénéficié de l'amnistie pleine et entière accordée par la loi du 11 août 1936.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le préfet de police : LANGERON.

A cette lettre du préfet de police, M. Le Provost de Launay a de nouveau répondu hier.

Voici sa réponse :

Monsieur le Préfet, J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre. Elle répond à celle que vous avez reçue de moi concernant l'agitation révolutionnaire chez les Nord-Africains dans l'agglomération parisienne.

Depuis, nous avons constaté la mort d'un Algérien tué dans une querelle d'usine, ce qui prouve, comme je vous le disais, que les Nord-Africains sont bien parmi les plus militants des grévistes.

D'autre part, je me permets d'attirer votre attention sur la conversation que nous avons eue dernièrement à l'Hôtel de Ville, au sujet des provocations au meurtre parues dans un hebdomadaire contre la famille de MM. Chiappe et de Carbuccia, et au pillage de leurs biens. Malgré la surveillance que vous

# La police et les fonctionnaires de la rue

Alger-la-Blanche, dit le guide au touriste venant admirer la Kasba. Le touriste ne remarque rien, il trouve tout pittoresque, même les yeuleds. Il ignore que l'injustice y règne et que ces yeuleds qui forment légion ne sont que des esclaves avec droit de se taire ! Alger-la-Malheureuse, se dit *in petto* le guide ! Car il assiste chaque jour à des bastonnades de ces marchands ambulants qui vendent dans la rue, aux alentours des marchés, pour une dizaine de ventres à nourrir et qui, victimes de leur devoir, reçoivent, sans rime ni raison, en plus des procès-verbaux, de grossières insultes, des impôts extraordinaires, des coups de bâtons blancs : ils portent des blessures tout comme les miliciens d'Espagne. Voilà les représentants de l'autorité publique ! Voilà le régime de justice sous lequel vivent des milliers d'indigènes !

Tolère-t-on qu'un agent use de son bâton, quand ce n'est pas de sa force de boxeur, envers un pauvre bougre ou un enfant ! On reste stupéfait devant le spectacle pitoyable qu'offre ces vendeurs fuyant les agents qui jettent sur eux comme les vachers d'Espagne le font quand les lauréats ne veulent pas regagner l'étable, leurs malfaçons. Ils ne regardent le mal, le danger, auxquels ils exposent les petits, qui, en fuite, peuvent butler contre une pierre se tuer, bousculer un vieillard, blesser avec leur cageot une femme, un enfant.

Pourtant, pourquoi ces enfants vendent-ils ? Parce qu'ils sont nés dans la rue, ils vivent dans la rue, c'est là qu'ils mourront. Ce sont les fonctionnaires de la rue !

Ils vendent parce que leur père, ou déjà trop vieux ou ne rapportant pas assez d'argent, les oblige à gagner leur pain journalier, d'ailleurs très mince.

Ils grandiront ainsi en vendant leurs légumes. Ils payent des taxes et la police confisque leurs marchandises pour les donner aux pauvres de la rue St-Vincent-de-Paul. Le soir, pour ne point attirer la pitié de ceux qui savent que le revenu de cette marchandise aurait servi à nourrir des êtres plus pauvres que les pauvres des saurs de St-Vincent-de-Paul, œuvre subventionnée par l'Etat.

La police fait du bien en faisant du mal ! Triste conception !

Nous signalons à la vive attention des Pouvoirs Publics pour que cet état de choses cesse ! Réprimer ces bastonnades, ces coups de bâton, rappelant les temps de l'Inquisition, c'est supprimer la mendicité dite professionnelle, c'est à dire donner l'illusion du bonheur à de nombreuses familles vivant Dieu sait comment et Dieu sait où ! Il faut se mettre dans la peau de ces pauvres, pour comprendre leurs cœurs et leurs misères.

Un militant d'Alger, L. BANQUE.

# Pour militer, il faut être animé d'esprit de sacrifice

L'Etoile Nord-Africaine, depuis sa création, a toujours rencontré des sympathies et des dévouements chez nos frères qui, au point de vue financier, n'ont jamais marchandé leur obole pour le soutien de leur organisation et, par là, la lutte pour leurs revendications et leur émancipation.

Aussi, c'est d'un cœur ému que nous les remercions et leur disons : la lutte doit continuer, et, pour cela, que chaque Algérien épris de justice, de liberté, de dignité et d'amour pour son pays et sa religion, fasse son devoir en souscrivant et en faisant souscrire :

A. K.

LISTE DE SOUSCRIPTION

De Guelma	150
De Guenzel, pour le départ de Bonnel	143
Sous-le-Bois (anonyme)	60 50
Lyon (anonyme)	30
Liste 269 (Babaci) 15	140 50
Pour la liberté, par Meeham	22 30
Saint-Denis, par Moussa	125
Listes 290 et 291 Genevilliers (Mahdi)	289 60
De Puteaux, par Khieder :	
Liste 294 : les ouvriers de Hut-chinson	140 50
Liste 293 : les ouvriers de Gnome et Rhône	76
Liste 292 : un groupe de Marocains	36
De Tlemcen	550
Ain Tmouchent	115 50
Bel-Abass	1.307 50

m'avez annoncée, cette provocation a été suivie d'un attentat à main armée dans une rue de Paris contre un camion transportant des numéros de Gringoire.

Je n'ai pas entendu dire, jusqu'ici, que le provocateur ait été inquiété. Cette faveur spéciale des pouvoirs publics flétrirait-elle à ses sympathies bien établies pour le gouvernement allemand.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression des sentiments très distingués de

LE PROVOST DE LAUNAY.

On attend, en effet, la sanction de M. Léon Blum contre l'auteur de l'article provoquant au meurtre paru dans *Le Cri du Jour* et qu'Henri de Kérillis a dénoncé.



Novembre - Décembre 1936

# Une réception grandiose

L'Etoile Nord-Africaine ne dispose pas de quotidiens pour annoncer aux siens les nouvelles du jour. Elle ne dispose que du plus simple, mais du plus noble service de propagande, la parole sincère, virile, persuasive.

Mais comment diable, en l'espace de 24 heures, ce service a-t-il réussi à porter à la connaissance de toutes les sections, de toute la population musulmane de Paris, qu'en ce mardi 10 novembre, quelque grand événement allait se produire. Il fallait être, ce jour-là, vers 18 heures, à la gare de Lyon pour juger le tour de force qui venait d'être accompli.

Plus de cinq cents personnes étaient là, massées aux abords de la gare. Les agents de la force publique, intrigués, se demandaient ce qui arrivait. Et l'un d'eux eut l'audace de questionner un des nôtres : « Comment, lui répondit-il, vous ne savez pas que c'est Messali, le président de l'Etoile Nord-Africaine, qui arrive d'Algérie », outré de savoir que le monde officiel ignorait cette arrivée !

A 19 h. 30, le train arrivait en gare, avec un retard de 90 minutes qui n'avait nullement impatienté les nôtres. Messali, coiffé du haut de forme national, en djellaba et burnous, et chaussé de grandes babouches, descendait les marches de son wagon, le sourire aux lèvres. Les membres des comités directeur et central lui donnèrent les premiers accolades. Les chefs de section avançant à leur tour et lui offrirent de superbes gerbes de fleurs.

Particulièrement remarquée la gracieuse et jeune Musulmane représentant la section du 13<sup>e</sup> arrondissement. A la sortie de la gare, la foule se regroupe et acclame notre leader par des applaudissements nourris et au cri de « Vive l'Etoile Nord-Africaine ! Vive Messali ! ». Rendez-vous est donné au 58, boulevard de l'Hôpital, où, quelques minutes après, nous nous retrouvons réunis. Le secrétaire général de la section du 13<sup>e</sup> arrondissement a, le premier, l'honneur de souhaiter la bienvenue au président Messali. Puis, lui succèdent les représentants de diverses sections qui assurent Messali de leur confiance affectueuse et de leur solidarité fraternelle. La parole revient alors à Messali.

Un silence poignant règne dans la salle. Tous les regards fixent notre leader, qui est visiblement ému. Il lit dans ces milliers d'yeux toute l'estime, toute la confiance qui convergent vers lui en tant que président de l'Etoile Nord-Africaine. Il se rend compte de la grandeur de l'espoir né grâce à l'Etoile et propagé par elle, espoir d'avenir, nous aussi, notre foyer à nous, où nous vivons libres et heureux comme les autres hommes, de sorte que nous ne serons pas obligés de nous expatrier pour nourrir nos enfants. Il parle. Il rappelle les péripéties de sa tournée, l'enthousiasme qu'a soulevé son passage dans les villes, les villages, les montagnes.

Le programme de l'Etoile Nord-Africaine a été publié en Algérie ! Ce peuple sait qu'il a une organisation qui le défend, qui l'aime. Quelle victoire. Mais le Président se ressent des fatigues de son voyage. Il demande l'amen. L'assemblée, enthousiaste, le lui accorde, et par quels applaudissements !

BOUM GHEITL

# Un meeting des travailleurs Nord-Africains

Les travailleurs nord-africains organisaient vendredi soir, à l'Unitaire, sous l'égide de l'Etoile Nord-Africaine, un grand meeting.

Après avoir entendu les orateurs : Anourous, pour le parti socialiste S.F.I.O.; Cazade, du Secours Populaire; Beddeck, de l'Etoile Nord-Africaine l'ordre du jour suivant a été adopté à l'unanimité :

Les travailleurs nord-africains demandent au gouvernement de Front Populaire de faire voter le plus rapidement possible les lois accordant à tous les Musulmans algériens : les droits politiques, le droit syndical, les lois sociales et l'application des allocations familiales.

Il s'élève avec la dernière énergie contre le projet Viollette qui n'accorde le droit de vote qu'à une minorité. Ils réclament le suffrage universel. De même, ils demandent la suppression du Code de l'Indigénat, des lois d'exception, et la responsabilité collective impliquée par le Code Forestier.

Ils demandent que tous les élus le soient par le suffrage universel, pour toutes les assemblées de l'Algérie.

Ils protestent avec indignation contre les condamnations qui viennent de frapper Si Brahim-el-Ouzanni, Fassi, dirigeants de l'Action Marocaine, contre les poursuites intentées à Messali Hadj, à Tlemcen, ainsi qu'à ses camarades.

Ils demandent avec insistance l'épuration de l'administration algérienne de tous les éléments fascistes, ainsi que la disparition des services spéciaux de police institués à l'encontre des travailleurs nord-africains.

Enfin, ils réclament l'égalité pour le travail, c'est-à-dire : l'inscription de tous les chômeurs nord-africains au fonds de chômage ; les allocations pour les pères de famille ; l'emploi des chômeurs nord-africains dans les chantiers départementaux.

Ils se séparent en adressant leur salut fraternel aux républicains en lutte contre le fascisme et aux cris de : « Vive l'Union Fraternelle des peuples ! Vive la liberté pour tous ! A bas la haine des races et l'impérialisme ! ».

# L'Activité de l'Etoile Nord-Africaine

## Un grand meeting d'information

Il est de tradition dans la vie des partis politiques que, à chaque fois qu'un de ses membres fait un voyage, ou du moins est envoyé en mission, son retour soit souvent marqué par un meeting qu'on dénomme meeting d'information.

L'Etoile Nord-Africaine qui, maintenant, n'est plus une petite organisation, mais un grand parti inspiré par une grande majorité du peuple algérien, n'a pas manqué d'envoyer un délégué pour examiner de près la situation politique, sociale et économique de notre pays sous toutes ses formes.

Aussi, dès le retour de son délégué, l'Etoile a-t-elle organisé un grand meeting en la salle de la Grange-aux-Belles. C'était en effet le 27 novembre, à 8 h. 30, que nos frères nord-africains de Paris et sa banlieue devaient se réunir pour entendre — après trois mois d'absence — le président Messali, de retour d'Algérie.

### L'ARRIVÉE À LA SALLE

Dès 7 heures, le métro Combat, les autobus et les taxis déversaient des flots de nos compatriotes. Le boulevard de la Villette et les rues adjacentes étaient animées par les Nord-Africains, appelés, ce soir-là, par l'amour de leur pays.

### DANS LA SALLE

L'immense salle de la Grange-aux-Belles était pleine à craquer : quatre mille personnes au moins se trouvaient réunies ce soir-là.

A mon entrée, je fus entouré de beaucoup d'amis, principalement des Guenzertiens, qui sont venus me serrer la main et me demander des nouvelles du pays, de leurs amis, qui sont restés là-bas, et aussi de la situation politique du pays.

Soudain, l'un d'eux me dit : — El le fascisme ? — Il y en a, mon ami ! Presque tous les accapareurs de notre pays sont des fascistes.

Eh bien, qu'ils sachent bien, me répondit-il, qu'ils sont dans un pays où le peuple garde jalousement les principes démocratiques qu'il a hérités de Mohammed.

Enfin, d'autres amis sont venus nous séparer en posant d'autres questions.

El voilà l'heure de la séance arrivée. Un ami propose que nous la placions sous la présidence de notre frère Kehal. Il est accueilli par de vifs applaudissements.

Notre ami ouvre donc la séance et met au courant l'auditoire des difficultés que l'Administration lui a faites, pendant les neuf mois de son séjour au pays.

Il conclut en faisant appel à l'auditoire pour renforcer ce grand parti qui, dit-il, est devenu une nécessité pour la sauvegarde de notre honneur :

« De l'union ! de la fraternité et de l'action ! », terminait-il.

Ces mots lui valurent une vive ovation. Ensuite, il donna la parole à Messali, dont l'apparition à la tribune fut saluée par de vifs applaudissements.

De sa voix chaude et de son habituel talent oratoire, il remercia l'auditoire d'être venu si nombreux, et il commença de faire, jour par jour, le récit de sa tournée de trois mois en Algérie.

Il dénonça avec objectivité la politique néfaste des impérialistes, l'offensive des autorités locales et aussi de certains de nos « Zélus » et même des partisans.

« Mais, dit-il, l'enthousiasme et les cris répétés de vingt mille Algériens réunis au Stade Municipal, ont su mettre ces messieurs en place. »

### (Applaudissements.)

Poursuivant son compte rendu, il en arrive au traité Ben Djelloul, dont le nom souleva un remous dans l'auditoire. On entendit des huées et des cris « traître ! ».

Enfin, le calme revint, et Messali parla du Congrès des Oulamas, dont il garde un bon souvenir. Il regrette, par contre, l'attitude du président du banquet, cheik Tayeb, qui a permis à M. Chekiken, le valet des impérialistes, le béri-oui-oui notoire, d'attaquer basement l'Etoile. Et le président cheik Tayeb s'est cru devoir refuser la parole à Messali qui voulait répondre à cet homme, qui avait profité du banquet des Oulamas pour attaquer l'organisation.

Notre ami n'eut pas le temps nécessaire pour exposer tous les faits. On signala déjà de la lumière. Il est minuit.

### INCIDENTS

Il est regrettable qu'un tel meeting, plein d'enthousiasme, puisse être marqué par un incident.

Le cheik Foudil, actuellement à Paris, avait demandé la parole, qui lui a été refusé, vu l'heure tardive et les caractéristiques spéciales du meeting.

Cheik Foudil est — d'après ses propres dires — entièrement d'accord avec Messali sur son compte rendu. Mais ce qui ne lui plut pas ce fut la critique, par Messali, de la politique du cheik El Okbi. N'a-t-on donc plus le droit, maintenant, de critiquer nos hommes politiques ?

En tout cas, le cheik Foudil, sans mesurer les conséquences de son acte indiscipliné, escalada la table située au fond de la salle, et voulut parler malgré tout. Cette intervention désordonnée et aussi inopportune, créa un vif remous dans la salle. Mais grâce à l'énergie du service d'ordre et les rappels répétés du président, le calme se rétablit rapidement.

Le président donna ensuite lecture de l'ordre du jour que l'on trouvera plus loin, et qui fut voté à l'unanimité.

La séance est levée à minuit vingt.

A. K.

### ORDRE DU JOUR

A l'appel de l'Etoile Nord-Africaine, les Musulmans nord-africains, réunis au nombre de 4.000 dans la salle de la Grange-aux-Belles, le 27 novembre 1936, à 20 h. 30. Après avoir entendu le compte rendu de Messali Hadj sur sa tournée de propagande et d'études en Algérie félicitent le président de l'Etoile Nord-Africaine, Messali

Hadj, pour le travail d'organisation et l'étude précise qu'il apporte sur le problème algérien ;

Protestent énergiquement contre les auteurs et la mauvaise foi de l'Administration Algérienne, à mettre en application les maigres petites réformes déjà accordées ;

Demandent avec instance l'application pure et simple à l'Algérie des libertés démocratiques, des lois sociales et ouvrières, la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, le respect et la liberté du Culte Islamique, la suppression totale du Code de l'Indigénat et des lois et mesures d'exception, du Caïdat, des communes mixtes et des territoires militaires ;

Repoussent avec énergie le projet Viollette qui n'accorde le droit de vote qu'à une certaine catégorie d'Algériens, et qui est par lui-même un instrument de division capable de dresser le peuple en des luttes fratricides ;

Demandent l'application du suffrage universel et la création d'un parlement national algérien, élu au suffrage universel sans distinction de race ni de religion ;

Condamnent le fascisme et l'impérialisme, qui continuent à pratiquer la haine raciste, le mépris, l'exploitation, l'expropriation et la division à l'égard de la population musulmane d'Algérie ;

Attirent tout particulièrement l'attention du Gouvernement du Front Populaire sur la situation tragique dans laquelle se trouve le peuple algérien, économiquement, socialement et politiquement, pour prendre des mesures énergiques afin de parer en premier lieu à la misère, à l'augmentation du coût de la vie, qui a doublé depuis l'avènement du gouvernement actuel sans que les salaires aient été augmentés.

Toute cette misère dont souffre le peuple algérien et l'oppression continuelle dont il est l'objet donne beau jeu à la propagande fasciste qui essaie par tous les moyens à créer des troubles pour saboter les revendications du peuple algérien et créer des difficultés au Gouvernement du Front Populaire.

Tout en reconnaissant les difficultés que rencontre le Gouvernement, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur,

Constatent avec un profond regret la non-prise en considération de nos revendications si légitimes et si pressantes ;

Demandent instamment au Gouvernement du Front Populaire, dans l'intérêt du peuple français, dans l'intérêt de la paix, de l'ordre et du calme, etant donné les complications d'ordre politique à l'intérieur de l'Algérie, de rentrer immédiatement en son franchement dans la voie des réalisations pratiques des revendications qui lui ont été présentées par la délégation de l'Etoile Nord-Africaine, le 22 juin dernier.

Se séparent aux cris de : « Vive l'Algérie ! Vive la liberté, pour tous ! Vive l'Etoile Nord-Africaine ! ».

## ... à Lyon

Les Musulmans nord-africains de Lyon, réunis au nombre de douze cents, à l'Unitaire, 129, rue Boileau, le 10 novembre 1936, à 20 h. 30, sous l'égide de l'Etoile Nord-Africaine, ont, après avoir entendu divers orateurs et l'exposé du président Messali Hadj, de retour de l'Algérie, voté à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

S'élèvent énergiquement contre les lenteurs que met le Front Populaire à épurer l'Administration algérienne des éléments fascistes et impérialistes, ainsi qu'à mettre en application les maigres réformes décrétées ;

D'autre part, ils repoussent avec la dernière énergie le projet Viollette qui n'accorde le droit de vote qu'à une certaine catégorie de Musulmans algériens, et qui est par lui-même un instrument de division et de luttes fratricides ;

Ils demandent avec insistance la suppression du Code de l'Indigénat et des lois d'exception.

Ils revendiquent l'application des libertés démocratiques, des lois sociales et ouvrières, le respect du culte islamique ;

Demandent la suppression des délégations financières et la création d'un parlement national algérien élu au suffrage universel sans distinction de race et de religion.

Ils se séparent aux cris de : A bas le Code de l'Indigénat ! A bas le fascisme et l'impérialisme ! Vive la liberté pour tous ! Vive le peuple algérien ! Vive l'Etoile Nord-Africaine !

**"AU TLEMÇEN"**  
4, Rue Sainte-Beuve, 4  
(PARIS-MONTMARTRE)

**Café-Restaurant Oriental**  
Vous trouverez, dans un cadre magnifique, rappelant la Reine des villes du Maghreb, l'accueil le plus chaleureux.

Une cuisine arabe de 1<sup>er</sup> ordre et toutes les spécialités de l'art culinaire musulman

**Café du Bled, Thé à la Marocaine, Pâtisserie Arabe, Spécialités de Machoui, de Brochettes à la Turque, etc., etc.,**

**GRANDS VINS DU SAHÈL**

On mange et on boit au son d'une musique rappelant les Sérails du Caire ou de Stamboul

**SALON DE DANSE**

Propriétaires : A. SELADJI et H. BENECHOU Direction : ABDELKARIM SELADJI

## Résolutions de confiance

Résolution votée à l'unanimité par les chefs de section de l'Etoile Nord-Africaine de Paris et de banlieue :

Réunis en assemblée extraordinaire le 21 novembre 1936, après avoir entendu le compte rendu fait par Messali sur sa tournée de propagande en Algérie où durant trois mois, il a vaillamment mené la lutte pour réveiller et organiser nos frères, créer des sections, a réussi dans sa tâche malgré toutes les campagnes menées par la presse, les attaques sournoises et la répression administrative. En plus de leur reconnaissance pour ce qu'il a fait pour l'Algérie, ils lui renouvellent leur confiance fraternelle pour continuer à mener la lutte pour l'émancipation de notre pays dans laquelle il les trouvera toujours derrière l'Etoile Nord-Africaine, unis et décidés plus que jamais à la lutte.

Vive l'Algérie !  
Vive l'Etoile Nord-Africaine !  
Vive Messali Hadj !

Le comité central de l'Etoile Nord-Africaine, réuni en séance extraordinaire le 14 novembre 1936, après avoir entendu le président de l'organisation (Messali Hadj), se déclare entièrement d'accord avec lui, lui adresse ses chaleureuses félicitations pour le travail considérable qu'il vient d'accomplir dans l'intérêt de notre pays et celui de l'Etoile Nord-Africaine, lui renouvelle sa solidarité la plus effective, et lui accorde pleinement confiance pour la lutte commune à entreprendre pour l'intérêt de l'Algérie et de l'Etoile Nord-Africaine ; se séparent aux cris de :

Vive l'Etoile Nord-Africaine !  
Vive l'Algérie !  
Vive Messali Hadj !

## ... à Alger

Quinze cents Musulmans algériens, réunis, le 2 novembre, au cinéma « El Dorado » à l'appel de la section de Maison-Carrée de l'Etoile Nord-Africaine, après avoir entendu le discours en arabe et en français du vaillant président Messali Hadj, votent à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

Ils s'élèvent avec vigueur contre la situation politique, économique, sociale et culturelle dans laquelle le maintient le colonialisme rapace et antidémocratique.

Ils s'élèvent également contre le projet Viollette qui préconise l'assimilation et ne donne pas satisfaction aux masses musulmanes plongées dans la misère et l'ignorance, et victimes des injustices les plus criantes.

Ils protestent avec la dernière énergie contre les allégations mensongères formulées par certains conseillers fascistes au Conseil Général d'Oran à l'égard de l'Etoile Nord-Africaine, organisation membre du Front Populaire.

Ils demandent le remplacement des délégations financières, qui représentent, en fait, les intérêts d'une minorité, par un parlement national algérien, élu au suffrage universel, sans distinction de race ou de religion.

Ils réclament du Gouvernement de Front Populaire, l'abolition de l'infâme Code de l'Indigénat et de toutes les lois d'exception et l'application des libertés démocratiques.

### Ils se séparent au cri de :

A bas le Code de l'Indigénat !  
A bas la haine de races !  
Vive l'Etoile Nord-Africaine !  
Vive Messali ! Vive l'Union !  
Vive l'Algérie libre et heureuse !

## ... à Constantine

### FRÈRES MUSULMANS !

La direction de la section de Constantine de l'Etoile Nord-Africaine, réunie le 24 octobre 1936, sous la présidence de notre ami Messali Hadj a, après avoir examiné la situation et entendu plusieurs interventions de la part de ses membres, voté à l'unanimité les décisions suivantes :

Elle informe la population musulmane de Constantine que les salles municipales, l'Université populaire, les pins, les cinémas, le Cercle de Ben Djelloul et même les amis de l'U.R.S.S. ! ont été catégoriquement refusés à Messali pour tenir une conférence afin d'expliquer le programme politique de l'Etoile Nord-Africaine.

Elle s'élève de la façon la plus énergique et appelle le peuple à joindre sa protestation à la sienne contre cette atteinte à la liberté de réunions, de parole et d'opinion et flétrit ce refus unanime qui groupe l'administration, les amis de l'U.R.S.S. et M. Ben Djelloul.

Fidèle à son programme politique, elle met en garde le peuple algérien contre le projet Viollette qui n'accorde le droit de vote qu'à une certaine catégorie de Musulmans et qui, par lui-même, tend à créer la division et la lutte entre cette catégorie et le peuple. Elle repousse ce projet et demande au Gouvernement la suppression du Code de l'Indigénat et des lois d'exception, l'application des libertés démocratiques, des lois sociales et ouvrières, l'application de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat à l'Islam en Algérie, ainsi que la liberté et le développement de l'enseignement arabe.

D'autre part, elle demande la suppression du Gouvernement Général de l'Algérie, des communes mixtes, de la caïdat, de la délégation financière et la constitution d'un Parlement National Algérien, élu au suffrage universel sans distinction de race et de religion.

En outre, elle proteste contre les lenteurs de l'administration à mettre en

application les maigres réformes déjà décrétées.

Elle attire particulièrement l'attention du Gouvernement du Front Populaire sur la situation tragique, au point de vue politique, économique et social, dans laquelle se débat la population musulmane pour prendre des mesures immédiates et énergiques, afin d'arrêter la spéculation qui a fait horriblement augmenter le coût de la vie.

Devant cette pénible situation, elle fait appel au peuple musulman d'Algérie de se grouper, de s'unir au sein de notre parti national, l'Etoile Nord-Africaine, qui, lui seul, saura nous organiser et nous guider dans le chemin de la liberté, du bien-être, de l'honneur et de la dignité nationale dans notre foi islamique.

Sûr de la justesse de sa ligne politique et confiante de la sympathie de plus en plus grande de la part du peuple algérien à son égard, elle continuera avec force et courage à mener la lutte quotidienne pour l'aboutissement de nos légitimes revendications et notre émancipation.

Section de Constantine.

## ... à Guelma

Nous dénonçons à la population Guelmoise, le triste individu Bendjemaâ Hadj Mostafa, qui, par sa provocation organisée avec le concours des fascistes, a voulu, dans le meeting tenu par notre section, le 29 octobre, dresser les Musulmans les uns contre les autres et déclencher des bagarres sanglantes.

Cet agent provocateur de la plus vile catégorie, entouré de deux ou trois indicateurs notoires et de quelques louches « séides » a tenté par d'odieuses calomnies de soulever, avant l'arrivée de notre ami Messali Hadj, la population musulmane contre l'Etoile Nord-Africaine.

Bendjemaâ, Croix de Feu catalogué, ennemi des intérêts de ses compatriotes et organisateur de la Zeïda de Sidi Bendjelloul, a, dès le début de la réunion, par des hurlements et un vacarme assourdissant, pensé empêcher notre président Messali d'exposer le programme politique de l'E.N.A. et de dénoncer la politique de trahison de prétendus défenseurs du peuple.

Ce « Topaze », au dossier lourdement chargé, tout juste digne du plus profond mépris, a montré de façon évidente qu'il désirait à tout prix faire couler le sang, obéissant sans aucun doute à une consigne.

Grâce aux militants de notre section au calme et à l'énergie de notre frère Messali, le meeting a pu se dérouler sans incidents graves.

Mais nous voulons savoir pourquoi la lumière fut éteinte et qui a ordonné son extinction ? A-t-on voulu faciliter le dessein criminel du sinistre Bendjemaâ qui était venu à Paris pour espionner l'E.N.A. et le dévier de sa juste ligne politique.

Il est clair que la police et le commissaire en personne ont réservé toutes les rigueurs aux membres de l'Etoile et aux auditeurs qui furent refoulés manu militari et tous les regards au provocateur Bendjemaâ, à ses trois acolytes et à la vingtaine de malheureux frères embriagés par lui.

Malgré ce ramassis d'amateurs de désordre, notre président Messali a parlé et a tracé au peuple le chemin qu'il doit suivre. Il fut écouté avec attention et applaudi frénétiquement par toute la salle.

A la sortie de la réunion, 600 personnes, pour témoigner leur sympathie et leur adhésion au mouvement national ont suivi notre vaillant frère Messali et une grande manifestation eut lieu dans les rues de Guelma, aux cris de : « Vive l'Etoile Nord-Africaine ! Vive Messali ! Vive la libération nationale de notre pays ! A bas les provocateurs ! A bas le fascisme ! A bas les traîtres et les vendus ! »

Section de Guelma.

## APPEL

Aux musulmans algériens ouvriers, commerçants, intellectuels et aux confrères "Allaouite et Badissiste".

A tous mes compatriotes musulmans, J'adresse un pressant appel, appel rendu plus émouvant encore par la gravité des événements et leur action décisive sur le bonheur ou le malheur de notre peuple.

Nous sommes à la croisée des chemins. Toute hésitation, toute incertitude, tout manque de confiance peuvent être funestes non seulement à notre cause, mais à l'idéal commun que nous poursuivons.

OUBLIONS toutes divergences de vues, cherchons encore tout ce qui nous unit pour écarter tout ce qui nous divise.

CHERCHONS encore les moyens d'action pour réaliser l'ensemble de nos droits et de nos revendications le plus tôt possible dans le cadre d'une Algérie heureuse ou, côte à côte, Allaouites, Badissistes et neutres, ne seront plus divisés par l'ignoble tactique des opportunistes.

Signé par deux jeunes Relizaniens : C. D. M.

Le Gérant : SI DJILANI

7.987 — 12-1936

Imprimerie Spéciale d'EL OUMA  
63, Rue du Château, PARIS (14<sup>e</sup>)

# A quand la justice humaine en Afrique du Nord

Le peuple de l'Afrique du Nord, avait placé tout son espoir dans le Gouvernement de Front Populaire. Avant l'avènement de ce gouvernement que la volonté du peuple français a porté au pouvoir, le peuple musulman n'a jamais eu aucun espoir dans tous les gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche, que dans celui du Front Populaire qui leur a succédé. Il n'a eu aucune espérance, en ces gouvernements de la réaction, parce qu'ils ne lui ont jamais fait aucune promesse, ou du moins sans résultat.

Et quand nous voyons, par ailleurs, que tous ces hommes qui forment le gouvernement actuel, ont tous reconnu qu'il y a une injustice inhumaine en Afrique du Nord, sans vous citer les retentissants écrits, dans L'Œuvre, par M. Edouard Daladier, et sans vous dire non plus les promesses tenues à notre égard du parti S.F.I.O. et du parti communiste, qui, eux aussi, avant, étaient aussi frappés que nous, les autochtones.

Arrive ce Rassemblement Populaire, notre organisation, l'Etoile Nord-Africaine, la vraie voix du peuple nord-africain, de ce peuple qui souffre, de ce peuple qui peine et sur qui pèse encore ces lois d'exception et ce fameux Code de l'Indigénat, et de ce peuple laborieux qui s'éteint petit à petit depuis 106 ans, au vingtième siècle, en pleine progression de la civilisation.

L'Etoile Nord-Africaine a adhéré, dès la première heure, à ce Rassemblement Populaire qui est composé de ces bonnes volontés qui représentent le vrai peuple de France et qui ont promis les lois les plus démocratiques en Afrique du Nord.

Après l'avènement du Front Populaire au pouvoir, le peuple musulman a commencé à respirer. Et que voyons-nous maintenant, après six mois de pouvoir ? Que rien, absolument rien, n'a été fait chez nous, et le peuple se demande maintenant si ce ne sont que des promesses littéraires et oratoires qu'on a tenues à son égard.

L'Etoile Nord-Africaine a mandaté une délégation auprès de M. le Ministre de l'Intérieur, demandé les revendications immédiates les plus élémentaires qui sont nécessaires à tout être humain, sans entraver l'action du Gouvernement, elle a demandé aussi et tout de suite l'épuration de l'Administration qui n'est formée que de fascistes, et la suppression des communes mixtes à la tête desquelles se trouvent un administrateur, et ses gardes-chiourmes, les caïds, afin que le souffre républicain arrive non seulement dans les casernes, comme l'a dit M. Léon Blum, mais aussi aux colonies.

Et c'est ainsi que je veux attirer l'attention du Gouvernement, de le pousser sur la misère et l'oppression qui s'abattent de plus en plus sur le peuple nord-africain, de lui montrer le vrai visage de la France du Front Populaire, afin que la masse encore ignorante là-bas, chez nous, puisse distinguer entre le Front Populaire et le fascisme assassin qui, à l'exemple de Franco, veut se servir d'elle, en la poussant à l'antisémitisme, et en l'oppressant de plus en plus en pire, au nom de la France du Front Populaire.

Et combien de faits semblables nous relatent nos frères en arrivant d'Algérie ! Au mois de septembre dernier, au douar Aït-smuïl, commune de Dra-el-Mizan, département d'Alger, l'Administration a jugé que le caïd et son khodja ne suffiraient pas à faire payer l'impôt, attendu que les pauvres fellahs sont accablés à la plus grande misère que le peuple n'ait jamais connu jusqu'à ce jour, a trouvé bon que l'administrateur en personne, un huissier et deux gendarmes fassent une tournée dans tous les villages du douar, où ils ont arrêté trente personnes qu'ils ont jetées en prison, descélé treize portes de maisons habitées, vendu aux enchères des vêtements de pauvres gens qui n'ont à peine de quoi manger, et enfin, ils ont été jusqu'à arrêter deux femmes, parce qu'ils savent que l'honneur et la dignité d'un Musulman, c'est la femme ; et tout cela parce que ces pauvres gens n'ont pas les moyens de payer tout de suite, et veulent faire croire au peuple qu'ils agissent sous les ordres du Front Populaire.

Nous demandons donc : « Quand le souffre républicain arrivera-t-il en Algérie ? ». Je veux tout simplement citer ici quelques mots de l'article de M. Léon Archambaud, extrait de L'Œuvre, où il a dit notamment : « Il ne faut pas croire qu'une expérience comme celle qui est engagée puisse réussir si nous n'arrivons pas à réaliser le programme du Rassemblement Populaire. » C'est pour cela donc que le Gouvernement doit montrer son vrai visage de Front Populaire, au peuple algérien, en lui donnant les libertés les plus humaines, en supprimant toutes ces lois d'exception et l'odieuse Code de l'Indigénat, afin que le peuple ne soit pas trompé par la démagogie fasciste.

ÇAÏ KAMDAN.

## Voulez-vous bien manger ?

Etre vite et bien servi !

Adressez-vous au

# RESTAURANT NORD-AFRICAIN

(Che